



COALITION POUR DES
multinationales
responsables

Rétrospective 2023

Initiative
multinationales
responsables

oui!

Préambule	01
Responsabilité des multinationales en Europe et en Suisse	02
Autres événements en 2023	05
Scandales actuels	08
La Coalition	11
Organisations membres	
Comité	
Direction	
Comptes	14
Dépenses	
Recettes	
Dick Marty nous a quittés	16
Perspectives pour 2024	17

UN NOUVEL ÉLAN

Fin 2022, nous avons remis au Conseil fédéral et au Parlement 217 509 signatures pour une loi suisse sur la responsabilité des multinationales coordonnée au niveau international. Hélas, malgré ce nombre record de signatures, le dossier est resté en suspens au Palais fédéral pendant tout 2023.

De nombreux nouveaux cas problématiques impliquant des multinationales suisses ont pourtant été dévoilés en 2023 : extraction d'or au Liberia et en Éthiopie, fabrication de produits chimiques de construction en Argentine, mine de cuivre au Pérou, etc.

Les discussions de l'UE relatives à la nouvelle loi sur la responsabilité des multinationales sont sur le point d'aboutir: l'adoption de la loi est prévue à très court terme. La Suisse risque donc de devenir bientôt le seul pays d'Europe sans responsabilité des multinationales.

Pour éviter cela, nous avons décidé de préparer une nouvelle initiative populaire. Cette décision n'a été possible que parce que notre mouvement compte depuis de longues années sur le précieux soutien de nombreuses et nombreux sympathisant-e-s comme vous.

Un grand merci !

Seraina Patzen & Oliver Heimgartner

Direction de la Coalition pour des multinationales responsables

RESPONSABILITÉ DES MULTINATIONALES EN EUROPE ET EN SUISSE

Adoption imminente de la directive européenne sur la responsabilité des multinationales

Mi-décembre 2023, dans le cadre de négociations en trilogue, les institutions européennes sont parvenues à un accord sur un texte de loi. Son adoption officielle par le Conseil de l'UE et le Parlement européen devrait avoir lieu au printemps 2024.

Le texte va nettement plus loin que le droit suisse en vigueur. Les multinationales européennes seront tenues de respecter les droits humains et les standards environnementaux internationaux dans le cadre de leurs activités commerciales et devront réduire leurs émissions de CO₂. La directive prévoit également la création d'une autorité de surveillance dans chaque État membre, qui sera habilitée à infliger des amendes en cas d'infraction. Enfin, les victimes de violations des droits humains ou de

La loi européenne demande la même chose que l'initiative pour des multinationales responsables :

		INITIATIVE MULTINATIONALES RESPONSABLES (2020)	CONTRE-PROJET EN VIGUEUR (depuis le 1er janvier 2022)	FUTURE LOI EUROPÉENNE
Devoir de diligence	Droits humains	✓	x (seulement pour le travail des enfants et les minéraux de conflit)	✓
	Standards environnementaux	✓	x	✓
Obligations climatiques	Obligation d'établir des paliers d'abaissement des émissions de CO ₂	x	x	✓
Autorité de surveillance	Autorité de surveillance habilitée à prononcer des sanctions	x	x	✓
Responsabilité civile	... pour les dommages causés par les filiales	✓	x	✓
	... pour les dommages causés par les fournisseurs	x	x	✓

Ce tableau comparatif montre que le projet de directive de l'UE va nettement plus loin que la législation suisse en vigueur.

dégâts environnementaux causés par des multinationales basées dans l'UE auront accès à des réparations.

Au Palais fédéral, les discussions patinent

À Berne, la question de la responsabilité des multinationales fait du surplace, et cela malgré la pétition munie de 217 509 signatures que nous avons déposée en décembre 2022.

Au printemps 2023, la Commission des affaires juridiques du Conseil national a suspendu le traitement du texte au motif qu'il fallait attendre les développements européens. Fin 2023, les discussions n'avaient toujours pas repris. La Suisse court donc le risque de devenir le seul pays d'Europe sans responsabilité des multinationales. En effet, le Conseil fédéral ne se préoccupe actuellement que d'un sujet secondaire – la mise en consultation d'un projet de loi relatif à une mise à jour des règles de reporting pour l'été 2024 –, mais n'a encore annoncé aucune mesure en vue d'une reprise de la directive européenne.

Cela est d'autant plus scandaleux que, pendant la campagne de votation de 2020, le Conseil fédéral avait assuré vouloir s'engager pour une solution « coordonnée au niveau international », afin de mettre les multinationales en Suisse et dans l'UE « sur un pied d'égalité ».

Plusieurs acteurs de l'économie favorables à une réglementation alignée

Fin novembre 2023, plusieurs acteurs de l'économie – la Communauté d'intérêt du commerce de détail (Coop, Migros et Denner), IKEA et le Groupement des entreprises multinationales (association genevoise regroupant notamment Richemont, Cargill et Procter & Gamble) – ont affirmé dans les médias qu'ils estimaient important que la Suisse s'aligne rapidement sur la directive européenne. Ils ont déclaré que l'économie avait besoin de sécurité juridique et non pas du travail à double qu'impliquerait une réglementation suisse non coordonnée avec celle des autres pays européens.

Le lobby des multinationales veut reporter les discussions

Les associations patronales qui, pendant la campagne de votation de 2020, ont lutté contre l'initiative à coups de millions, continuent à faire de la résistance. Par exemple, économie-suisse est d'avis que la Suisse devrait attendre que tous les pays de l'UE aient mis en œuvre la directive avant d'entamer les discussions sur une loi suisse.

Nouvelle initiative pour des multinationales responsables en préparation

Pour la Coalition pour des multinationales responsables, les choses sont claires : pour éviter que la Suisse ne devienne bientôt le seul pays d'Europe sans responsabilité des multinationales, un processus législatif doit rapidement être lancé au niveau du Palais fédéral. C'est pourquoi nous avons décidé de préparer une nouvelle initiative populaire. Celle-ci vise à empêcher que le sujet ne soit repoussé aux calendes grecques ou qu'une éventuelle loi ne soit massivement édulcorée par le Parlement. Le texte sera élaboré en 2024 et basé sur la version définitive de la directive de l'UE.



Dans son éditorial du 29 novembre dernier, Le Temps souligne, que « La Suisse n'a pas le choix: elle doit prendre position. Non seulement sur le plan des valeurs, mais aussi en veillant à la compatibilité de ses lois avec celles de son plus grand partenaire commercial ».

AUTRES ÉVÉNEMENTS 2023

Série de projections du film « The Illusion of Abundance »

En février et mars 2023, la Coalition pour des multinationales responsables a organisé une série de projections du film documentaire « The Illusion of Abundance », d'Erika Gonzalez Ramirez et Matthieu Lietaert. Les séances, qui ont eu lieu dans 20 villes suisses, de La Chaux-de-Fonds à Coire, ont attiré près de 2500 personnes. Le documentaire suit le combat de longue haleine de

trois défenseuses des droits humains et de l'environnement contre de puissantes multinationales au Pérou, au Honduras et au Brésil. Les trois femmes luttent inlassablement pour la justice, au péril de leur vie. Ce film montre de manière saisissante à quel point il est urgent d'adopter des règles efficaces afin que les multinationales soient enfin tenues de répondre des dommages qu'elles causent.



Des bénévoles distribuent plus d'un million de flyers dans leurs quartiers

Durant l'été 2023, à l'occasion d'une vaste campagne d'information, 1500 sympathisant-e-s ont distribué plus de 600 000 flyers dans les boîtes aux lettres du pays pour présenter à la population différents cas de violations des droits humains et de destruction de l'environnement par des multinationales établies en Suisse. En décembre 2023, une seconde campagne a permis de distribuer autant de flyers. Grâce à cette mobilisation, nous avons pu rendre compte du dernier scandale impliquant Glencore et sa mine de cuivre Antapaccay, au Pérou.

Les drapeaux orange de retour partout en Suisse

En 2023, nous avons repris l'envoi gratuit de drapeaux et triangles vélo pour rendre visible le vaste mouvement pour des multinationales responsables à travers tout le pays. Plus de 15 000 sympathisant-e-s ont déjà commandé nos articles et nous ont envoyé de nombreuses et magnifiques photos.

Commander gratuitement ici :



Fondation de l'Alliance suisse contre les SLAPP

Dernièrement, plusieurs ONG suisses ont été poursuivies en justice pour avoir publié des enquêtes critiques. Ainsi, le Fonds Bruno Manser – une de nos organisations membres – fait face depuis des années aux plaintes d'une famille de potentats malaisiens à qui il reproche d'avoir tiré profit du déboisement illégal de la forêt tropicale. À l'automne 2023, la presse a également annoncé que la multinationale zougnoise de matières premières Kolmar avait demandé 1,8 million de dollars de dommages et intérêts à nos organisations membres Public Eye et TRIAL International. La raison ? Un rapport critique sur le commerce de diesel libyen en 2014 et 2015, alors que le pays était en plein conflit armé. En été 2023, plusieurs ONG et organisations du secteur des médias ont donc décidé de

s'unir pour fonder l'Alliance suisse contre les SLAPP (Strategic Lawsuits Against Public Participation). L'objectif est de rendre public le problème des plaintes et menaces de plainte de plus en plus nombreuses, qui entraînent une diminution de la liberté d'expression. L'idée est aussi que les organisations touchées par des SLAPP se soutiennent mutuellement. Notre coalition fait partie de l'alliance et assiste ses travaux dans la mesure du possible.

Plus de moyens pour les enquêtes

Nous recevons régulièrement des alertes relatives à des multinationales suisses impliquées dans des violations des droits humains ou la destruction de l'environnement. Une sympathisante nous a par exemple informé de l'activité problématique d'une usine de la multinationale de matériaux de construction Sika.

Enquêter en profondeur sur ces affaires douteuses représente un gros travail. Grâce aux nombreux dons reçus suite à notre appel du printemps 2023, nous avons heureusement pu allouer plus de ressources à ce type de recherches et déjà pu publier quelques études. Nous allons faire de notre mieux pour révéler autant de scandales que possible en 2024 également et sommes donc d'ores et déjà reconnaissants de pouvoir compter sur vos dons.

Une enquête de la CDG-N critique le Conseil fédéral pour son engagement contre l'initiative pour des multinationales responsables

Le 24 novembre dernier, la Commission de gestion du Conseil national (CDG-N) a publié une enquête sur la communication des autorités avant les votations. Le rapport du Contrôle parlementaire de l'administration (CPA) constate que les modalités de communication prévues par le Conseil fédéral pendant la campagne de 2020 allaient « à l'encontre d'une communication proportionnée ». Une stratégie aurait même été élaborée au sein du DFJP pour orienter la communication de la cheffe du département comme complément à la campagne des opposants à l'initiative, ceci alors que les autorités sont tenues d'informer les citoyen-ne-s de manière transparente et objective. Peu après, une enquête de la

Wochezeitung a décrit comment plusieurs cadres du DFJP se retrouvaient régulièrement pour discuter des meilleures façons pour le département de soutenir la contre-campagne.



La conseillère fédérale Karin Keller-Sutter a été critiquée par la CDG-N pour sa communication sur l'initiative pour des multinationales responsables.

UNE MINE DE CUIVRE DE GLENCORE POLLUE UNE RÉGION ENTIÈRE AU PÉROU

La mine de cuivre Antapaccay, propriété de Glencore, se trouve à 4000 mètres d'altitude, au cœur des Andes péruviennes. Quelque 60 000 personnes habitent la région, dont la plupart appartiennent aux communautés autochtones Quechua et K'ana. Depuis des années, la population se mobilise contre la pollution aux métaux lourds comme le mercure, l'arsenic ou le plomb, qu'elle tient pour responsable des nombreux troubles respiratoires, affections rénales et cancers dans la région.



© Miguel Gutierrez

La mine affecte aussi la faune et la flore : des taux élevés de métaux lourds ont été mesurés chez des oiseaux, des plantes et divers animaux d'élevage. Les habitant-e-s rapportent en outre des cas de décès et de fausses couches parmi les animaux s'étant abreuvés à la rivière.

La multinationale zougnoise de matières premières Glencore nie depuis toujours que l'activité minière joue un rôle dans cette pollution. De volumineuses études scientifiques parues à l'automne 2023 démontrent pourtant clairement que la mine pollue la région : aussi bien les poussières fines riches en métaux lourds présentes dans l'air que la contamination des eaux et des sols peuvent être attribuées à la mine.

De plus, le site provoque des conflits territoriaux depuis des années, car les droits des populations autochtones sont violés. À plusieurs reprises, les villageois-e-s ont dû faire face à des tentatives d'expulsion de leurs terres. Et des vidéos de 2019 montrent des agents de sécurité de Glencore jetant des pierres à des femmes indigènes dans le cadre d'un tel conflit.

UNE USINE DE SIKA POLLUE UN QUARTIER EN ARGENTINE

Dans une banlieue de la capitale argentine Buenos Aires, les émissions de poussière d'une usine de matériaux de construction appartenant à la multinationale suisse Sika polluent un quartier. Environ 1000 personnes habitent à proximité directe de l'usine, qui fabrique notamment des colles et des mortiers. La production, qui implique le mélange de sable, de ciment et d'autres substances, génère beaucoup d'émissions, que les systèmes de filtrage peinent à réduire.

Les habitant-e-s de la zone se plaignent depuis longtemps des conséquences sur leur qualité de vie et leur santé : la poussière s'infiltré partout dans les maisons, sur les habits et provoque des troubles respiratoires et des maladies de la peau et des poumons. Depuis plus de 10 ans, la population cherche à se défendre devant les tribunaux et organise des manifestations, sans succès à ce jour.

À présent, une étude mandatée par une autorité environnementale locale apporte la preuve que l'usine est responsable d'une grande partie des émissions de poussière dans le quartier. En outre, une enquête médicale menée par une pneumologue auprès de 48 habitant-e-s



© Grace Pervitu

en 2023 atteste de nombreux symptômes dus aux fortes quantités de poussière.

Au vu de la situation, un tribunal régional a ordonné en été 2023 la fermeture de l'usine pour une durée indéterminée, mais les avocats de Sika se sont opposés à cette décision avec succès. Le site est donc à nouveau opérationnel et la population ignore si le problème sera un jour résolu. En effet, Sika nie à ce jour toute responsabilité dans l'affaire.

DE L'OR ISSU DE MINES PROBLÉMATIQUES ATTERRIT EN SUISSE

Environ 50 à 70 % de l'or extrait dans le monde est raffiné en Suisse. L'ensemble du secteur est secret et opaque, et il n'est pas rare que l'or provienne de sources hautement problématiques. Ainsi, l'année passée, nous avons par exemple révélé que MKS PAMP – une des 4 grandes raffineries établies en Suisse – traitait la totalité de l'or extrait dans une mine du Liberia, alors que celle-ci était responsable de pollution massive de l'environnement : en 2022 et 2023 des substances chimiques fortement toxiques se sont échappées de la mine.

Une enquête d'Action de Carême a également établi récemment que la raffinerie suisse Argor-Heraeus avait importé pendant plusieurs années de l'or problématique provenant d'une région de conflit en Colombie.

En mai dernier au Pérou, un grave incendie survenu dans une mine d'or a coûté la vie à 27 mineurs. L'or qui y était extrait était traité par la raffinerie suisse Metalor et présenté par UBS et plusieurs marques suisses de luxe comme particulièrement durable. Nos recherches montrent que la mine connaissait d'importantes lacunes en matière de sécurité.

Enfin, un quatrième cas est venu s'ajouter en 2023 à la liste des importations d'or problématiques : une étude menée par Human Rights Watch a révélé que la raffinerie suisse Argor-Heraeus avait longtemps tiré profit de l'or extrait dans une mine éthiopienne responsable de graves cas d'intoxications et de malformations congénitales au sein de la population.



LA COALITION

Plus de 80 organisations de la société civile sont membres de l'association « Coalition pour des multinationales responsables ». Elles s'engagent toutes pour plus de responsabilité des multinationales, participent aux différents groupes de travail de la coalition, versent une cotisation annuelle et élisent le comité de l'association. Celui-ci est composé pour moitié de représentant·e-s des organisations membres et pour moitié de personnalités indépendantes.

Le comité se réunit chaque trimestre avec la direction du secrétariat. Ce dernier, composé d'une petite équipe qui met en oeuvre la campagne, est codirigé par Seraina Patzen (politique, contenus, finances et administration) et Oliver Heimgartner (campagnes, communication et enquêtes).

PLUS DE 80 ORGANISATIONS MEMBRES

Public Eye

frc PRÉFÉRENCE MOYENNE DES CONSOMMATEURS LE POUVOIR D'ACHAT

SOCIÉTÉ POUR
LES PEUPLES
MENACÉS

SWISSAID

SOLIDAR
LUTTE CONTRE LES MOUS FORTAINSFastenaktion
Action de Carême
Azione QuaresimaleSTOP
PAUVRETÉEPER
Pain pour
le prochain.

GREENPEACE

alliancesud

AMNESTY
INTERNATIONAL

HELVETAS

ask

pro natura



COMITÉ



Dick Marty
Ancien conseiller aux Etats PLR
† 28.12.23



Chantal Peyer
EPER



Dominique de Buman
Ancien conseiller national Le Centre



Isabelle Bamert
Experte communication et campagne



Sylvia Valentin
terre des hommes suisse



Dietrich Pestalozzi
Entrepreneur



Silva Lieberherr
Multiwatch



Rahel Ruch
Conseillère politique



Fabienne Krebs
Société pour les peuples menacés



Andreas Missbach
Alliance Sud

DIRECTION

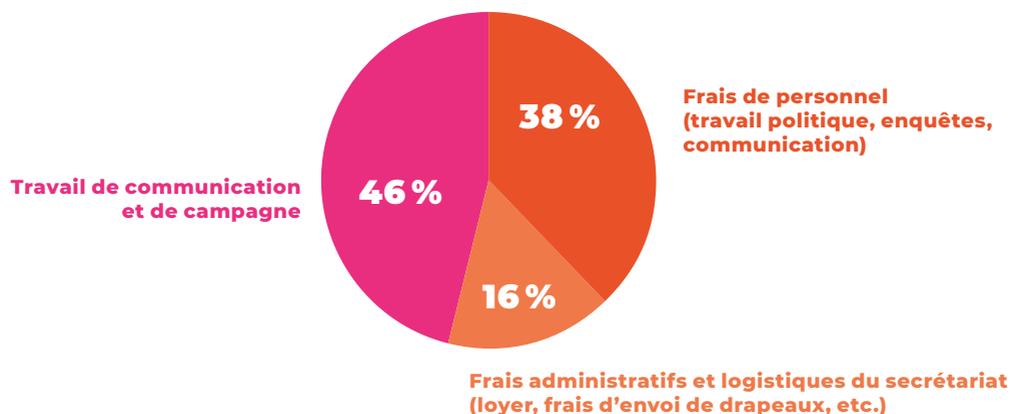


Seraina Patzen
Codirectrice



Oliver Heimgartner
Codirecteur

DÉPENSES



Comme cela est courant dans le travail politique, environ un tiers des dépenses a été consacré en 2023 aux frais de personnel. Il est important que le secrétariat dispose de ressources suffisantes et du savoir-faire nécessaire pour le travail politique, de campagne et de communication. 46 % des dépenses ont été consacrées au travail de campagne et de communication sur le thème de la responsabilité des multinationales, à savoir l'organisation d'événements, les envois, l'impression de flyers et la diffusion d'informations.

Le lobby des multinationales ne doit pas avoir l'avantage en matière d'information

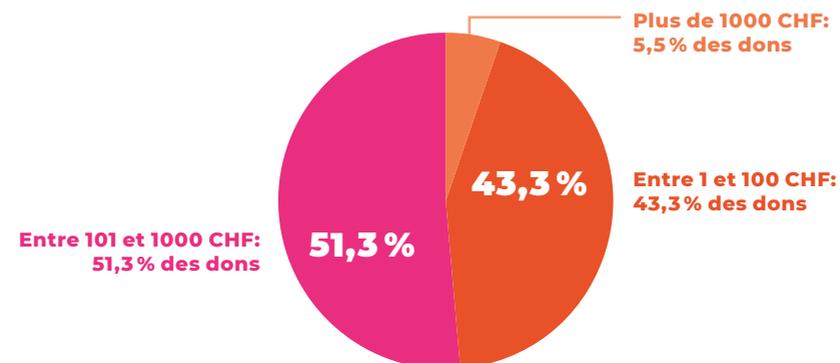
Pour des raisons tactiques, nous n'avons pas publié notre budget lors de la campagne de 2020. La raison ? Le lobby des multinationales, qui dispose de moyens nettement plus importants, ne l'a pas fait non plus. Si seule une partie annonce ses moyens en toute transparence lors d'une campagne de votation, les rapports de force sont déformés dans la perception publique. De plus, le lobby des multinationales aurait un avantage important en termes d'information sur la force de notre mouvement. Une nouvelle

réglementation sur la transparence du financement des campagnes est entrée en vigueur à l'automne 2023. En cas de nouvelle votation, nos adversaires et nous-mêmes serions donc tenus de déclarer le détail de nos ressources de campagne. D'ici là, nous donnons chaque année dans ces pages un aperçu de la provenance de nos ressources financières – à savoir majoritairement des petits dons en provenance de Suisse – et de la répartition de nos dépenses.

RECETTES

La Coalition pour des multinationales responsables est financée exclusivement par les cotisations des organisations membres et les dons de particuliers. Selon leur taille, les organisations membres versent entre 50 et 6000 francs par an. Sans le généreux soutien de particuliers, il serait impossible de poursuivre la campagne sous la forme actuelle.

Composition des dons



Le graphique ci-dessus montre que la majorité des dons à la Coalition pour des multinationales responsables provient de particuliers et qu'il n'y a que très peu de dons de plus de 1000 CHF. Le don le plus élevé atteint 10 200 CHF. En 2023, la Coalition pour des multinationales responsables a en outre reçu un généreux legs de 43 970 CHF, qui n'est pas inclus dans le graphique ci-dessus. Pratiquement tous les dons reçus proviennent de Suisse, seuls 2514 CHF ont été versés de l'étranger.

VÉRIFICATION DES COMPTES

Nos comptes sont vérifiés par un organe de révision indépendant (Treuhand Lehmann AG) et sont soumis, avec le budget, à nos organisations membres lors de l'assemblée générale annuelle.



Dick Marty nous a quittés

Dick Marty, membre du comité de notre Coalition, est décédé le 28 décembre 2023 à l'âge de 78 ans. Cette nouvelle nous a toutes et tous profondément affectés.

Dick a consacré sa vie à s'engager inlassablement pour la justice, l'humanité et l'Etat de droit. En tant que procureur, il a combattu la mafia. En tant que conseiller aux Etats et membre du Conseil de l'Europe, il a révélé l'existence de prisons secrètes de la CIA sur sol européen et enquêté sur les crimes de guerre au Kosovo.

Dès le lancement de la pétition « Droit sans frontières » en 2011, Dick s'est engagé pour que les multinationales soient tenues responsables des violations des droits humains et pollutions de l'environnement qu'elles commettent. A partir de 2015, il a été coprésident du comité de l'initiative pour des multinationales responsables, initiative pour laquelle il s'est fortement engagé pendant la campagne de votation.

Dick a souhaité poursuivre son engagement aussi longtemps que possible. Ainsi, en novembre encore, il participait à des réunions de notre Coalition et contribuait activement à l'élaboration de notre stratégie. Il n'a cessé de répéter à quel point il était reconnaissant et touché par le soutien d'un nombre aussi élevé de personnes à travers toute la Suisse, soutien qui nous a permis de poursuivre notre engagement pour la responsabilité des multinationales.

L'action de Dick était guidée par son indépendance d'esprit et par sa recherche constante de la vérité. Il n'a jamais craint d'élever la voix contre l'inacceptable. Son courage, sa générosité, sa sincérité et son humilité ont fait de lui un être exceptionnel.

Dick nous a quittés bien trop tôt et laisse un grand vide derrière lui. Mais sa force et sa conviction continueront à nous accompagner. Et nous sommes déterminés à faire perdurer son combat pour la justice à travers notre engagement collectif.

Nos pensées vont à sa famille, à qui nous présentons nos sincères condoléances.

PERSPECTIVES POUR 2024

Les négociations sur la directive européenne étant terminées, celle-ci sera définitivement adoptée en 2024. La Suisse risque donc de devenir le seul pays d'Europe sans responsabilité des multinationales. Ensemble, nous pouvons et devons empêcher cela.

Après l'adoption définitive de la directive par l'UE, il s'agira pour nous de récolter rapidement les signatures pour notre nouvelle initiative, afin qu'un processus législatif démarre enfin en Suisse aussi. Il est cependant clair que nous ne pourrons réussir ce tour de force que si l'ensemble de nos sympathisant·e·s s'engagent à nouveau activement.

Les évolutions internationales sur le thème de la responsabilité des multinationales et les promesses faites par le Conseil fédéral en 2020 nous donnent l'occasion de remettre la responsabilité des multinationales à l'agenda politique avec une nouvelle initiative.

Ensemble, nous pouvons saisir cette chance et faire avancer les choses, aussi bien pour les victimes de violations des droits humains que pour l'environnement. Un grand merci pour votre soutien !

Dominique de Buman
Membre du comité
de la Coalition pour des
multinationales responsables

Chantal Peyer
Membre du comité
de la Coalition pour des
multinationales responsables

GRÂCE A VOTRE CONTRIBUTION, NOTRE TRAVAIL POURRA SE POURSUIVRE EN 2024

Merci d'avance pour votre don à l'aide du bulletin de versement joint ou directement via TWINT :

**Faites un don avec
TWINT !**



Scannez le code QR avec
l'app TWINT



Confirmez le montant et
le don



**Coalition pour des
multinationales responsables**

Monbijoustr. 31
Case postale
3001 Berne

info@responsabilite-multinationales.ch
www.responsabilite-multinationales.ch
031 390 93 36